

# Notre Sécurité sociale est-elle menacée?

L'an dernier, les dépenses sociales ont, pour la première fois, dépassé les 100 milliards d'euros. Avant la fin de la législature, 12 milliards d'euros devraient venir s'y ajouter. Ne nous voilons pas la face: le renversement de cette tendance est inévitable et se fera dans la douleur.

PIETER BOMME ET JASPER D'HOORE

«**I**l faut économiser davantage dans la sécurité sociale.» Avec cette déclaration la semaine dernière dans «l'Echo», le président de la N-VA Bart De Wever a lancé un pavé dans la mare, crispant au passage les partenaires de la coalition. «Nous n'allons tout de même pas toucher aux allocations?» a réagi le CD&V. La ministre Maggie De Block (Open Vld), en charge des Soins de santé et des Affaires sociales, a réagi en refusant toute nouvelle mesure d'économie dans son département. «Si tous les ministres économisaient comme je le fais, nous retrouverions rapidement l'équilibre budgétaire», a répliqué la libérale flamande. Les partenaires de coalition de Bart De Wever estiment que l'on a suffisamment épargné dans la Sécurité sociale.

Il ressort d'une analyse basée sur les chiffres du Bureau du plan que le gouvernement Michel a déjà pris de nombreuses mesures pour freiner la hausse des dépenses sociales. L'an dernier, ces dépenses ont, pour la première fois, dépassé les 100 milliards d'euros. Sans de nouvelles mesures, elles pourraient s'alourdir de plus de 17 milliards d'euros avant la fin de la législature. Grâce aux réformes, la hausse pourrait être limitée à 12,5 milliards d'euros (+ 12%), ce qui dépasse encore de loin la croissance économique attendue pour cette période.

Car il s'agit en effet de freiner la hausse des dépenses, et non pas de véritablement économiser, car la Sécurité sociale continuera à drainer de plus en plus d'argent. Ce sont les «deltas», les normes de croissance auxquelles Bart De Wever aime faire référence. Avec le vieillissement de la population, les dépenses sociales représenteront une part de plus en plus importante des dépenses publiques. Par comparaison avec la hausse des autres dépenses – qui devraient à peine augmenter dans les années à venir – il s'agit d'une augmentation de plus de 12,5 milliards d'euros, un montant gigantesque. Par comparaison: le budget de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles avoisine 7 milliards d'euros.

Pour freiner cette hausse, le gouvernement Michel disposait de trois options: augmenter le déficit budgétaire, trouver de nouvelles rentrées ou réaliser des économies. Vu que, sous le gouvernement Di Rupo, le niveau d'imposition globale atteignait 55% du produit intérieur brut (PIB), les efforts se sont surtout concentrés sur la réduction des dépenses.

Le ralentissement de la hausse des dépenses sociales est la seule option possible si l'on veut que la Sécurité sociale soit viable à long terme. Pour maintenir la facture des pensions dans les limites et continuer à garantir la qualité des soins de santé, les autres dépenses publiques ont été réduites au minimum.

Mais suite à l'explosion des dépenses sociales, l'impact des économies que le

gouvernement Michel a imposées à son administration a été réduit à néant. Cette tendance explique aussi pourquoi le gouvernement ne réussit pas à mettre de l'ordre dans ses finances. Et donc, pourquoi nous continuons à flirter avec un déficit budgétaire de 12 milliards d'euros et avec une dette publique de 440 milliards d'euros. En effet, ce sont surtout les dépenses en matière de pensions, de soins de santé et de maladies de longue durée qui explosent.

## 1. Pensions

La facture des pensions est sans aucun doute le principal défi qui nous attend au cours des prochaines années. Vu l'augmentation du nombre de retraités dans les cinq années à venir – conséquence du vieillissement de la population – la facture devrait augmenter de plus de 14%, soit 6,5 milliards d'euros. À la fin de la législature, elle devrait atteindre le montant astronomique de 52 milliards d'euros, fonctionnaires inclus.

Le gouvernement Michel a pris des mesures pour freiner cette hausse. Il a relevé l'âge de la retraite anticipée et fixé l'âge officiel de la retraite à 66 ans en 2025, et à 67 ans en 2030. Mais l'impact de la plupart des mesures ne se fera sentir que bien plus tard. Seules les restrictions en matière de pension anticipée devraient avoir un impact financier positif au cours de cette législature.

## 2. Soins de santé

Un autre poste qui connaît une hausse fulgurante, c'est le domaine des soins de santé. Le vieillissement de la population est aussi en partie responsable de cette hausse. L'autre grande coupable: l'innovation en matière de soins de santé et son corollaire, la hausse du coût des soins. Maggie De Block a réussi à contenir la hausse à 1,5% par an. Ce ne fut pas une sinécure, car il y a quelques années, les dépenses augmentaient chaque année de 4,5%. Malgré tout, dans la période 2015-2019, on devrait comptabiliser plus de 4 milliards de nouvelles dépenses.

Presque tous les spécialistes s'accordent pour dire que les mesures les plus faciles ont déjà été prises. «Nous sommes confrontés presque tous les jours à du gaspillage», explique l'économiste gantois spécialisé en soins de santé, Lieven Annemans. *Mais le problème, c'est que pour réduire ces gaspillages, il faut réformer le système.* Il pense en premier lieu à la réforme du financement des hôpitaux, que Maggie De Block est en train de préparer, mais dont les premiers effets ne se feront sentir qu'à la fin de la législature.

La semaine dernière, Maggie De Block a tenu le même raisonnement: en cas de nouvelles économies, on risque de créer des trous dans notre filet social. Elle a souligné que pour réformer et assainir à long terme, il est important d'investir aujourd'hui. Si la norme de croissance de 1,5% est réduite, ce sera difficile, selon elle.

## 3. Chômage

Le seul poste en baisse dans la Sécurité sociale est celui des allocations de chômage. Cette baisse s'explique par la fin plus rapide que prévu du système des prépensions: à la fin de l'an dernier, le nombre de prépensionnés est passé pour la première fois en dessous de la barre des 100.000. Et avec la réforme des allocations d'attente, les jeunes diplômés sans travail reçoivent moins d'argent.

La seule économie possible susceptible d'avoir un impact important est – en plus de la remise au travail des chômeurs, mais pour cela il faut créer des emplois – la limitation dans le temps des allocations de chômage. C'est notamment le cas aux Pays-Bas et en Allemagne. La N-VA défend ce type de réforme, mais les autres partenaires de la majorité n'en veulent pas. Le vice-Premier ministre et ministre de l'Emploi Kris Peeters (CD&V) souligne que dans cette législature on a amputé le budget du chômage d'un milliard d'euros. «J'ai déjà suffisamment économisé», répond-il à ceux qui lui posent la question.

## 4. Incapacité de travail

Les allocations pour incapacité de travail dont bénéficient les malades de longue durée connaissent la hausse la plus importante. Si l'on ne prend aucune mesure, elles augmenteront de 18%, soit 1,5 milliard d'euros. L'explosion de ces dépenses est en partie le résultat de la décision de mettre fin au système des prépensions, et on assiste à une espèce de phénomène de vases communicants avec les allocations de chômage. Par ailleurs, le nombre de maladies mentales augmente lui aussi à vue d'œil.

Pour réduire la facture, Maggie De Block souhaite accompagner la remise au travail des malades de longue durée en leur proposant un travail adapté. Dans un premier temps, le gouvernement a voulu sanctionner ceux qui refusaient, mais sous la pres-

sion des partenaires sociaux, il est revenu

sur sa décision: les malades de longue durée ne seront remis au travail que sur base volontaire.

## 5. Allocations familiales

Un autre poste en hausse – quoique plus modeste – est celui des allocations familiales. Ce budget devrait augmenter de quelque 700 millions d'euros d'ici la fin de la législature. Depuis la sixième réforme de l'Etat, ce poste est entre les mains des régions. Mais la probabilité est faible qu'elles soient prêtes à faire des économies dans ce domaine, en dehors du saut d'index. Toute économie réalisée dans les allocations familiales équivaut à réduire les revenus d'une frange importante de la population, ce qui, d'un point de vue politique, est toujours un sujet sensible.

## 6. Conclusion

Il ne faut pas se faire d'illusions: il est peu probable que la majorité des politiciens soient en faveur d'une réduction des budgets de la Sécurité sociale, comme le demande Bart De Wever. Les réformes faciles ont déjà été mises en œuvre. De nouvelles économies importantes ne pourront être réalisées que moyennant la mise en place de mesures douloureuses, comme l'accélération de la fin du système des pré-pensions, la limitation dans le temps des allocations de chômage, l'introduction de sanctions à l'encontre des malades de longue durée qui refusent de retourner sur le marché de l'emploi, ou encore, le non-remboursement de certains traitements onéreux. Et last but not least, l'option radicale: la réduction des pensions, déjà basses comparées au reste de l'Europe.

Quel que soit le scénario retenu, la note sera salée pour la population. Le CD&V, le MR et même l'Open Vld ne comptent pas beaucoup de partisans prêts à défendre de telles mesures. Par ailleurs, suite aux coups répétés des syndicats, le gouvernement est fatigué de faire des économies. Le seul espoir serait que le problème se résolve de lui-même grâce à une reprise vigoureuse de l'économie, mais cela reste de l'ordre du «wishful thinking».

Il est donc plus que probable que la facture astronomique de la Sécurité sociale continuera à augmenter. Mais cela entraînera inévitablement de nouveaux déficits budgétaires et une hausse de la dette publique. Plusieurs membres de la majorité semblent l'avoir compris et il se murmure que le retour à l'équilibre budgétaire

structurel en 2018 pourrait être reporté.

Tant que les taux d'intérêt resteront bas, tout ira pour le mieux. Mais dès qu'ils recommenceront à monter, la hausse de la charge d'intérêt déclenchera la sonnette d'alarme. Ce qui inquiète, c'est que nous ne maîtrisons pas la situation et que nous dépendons du marché. Le gouvernement qui sera aux commandes à ce moment-là sera obligé de prendre des mesures. S'il refuse d'augmenter les impôts, il n'aura pas d'autre choix que de trouver son salut dans la réduction des dépenses de Sécurité sociale.

**À la fin de la législature, la facture des pensions devrait atteindre le montant astronomique de 52 milliards d'euros.**

### RÉPARTITION DES DÉPENSES PUBLIQUES

	1995	2013
<b>Sécurité sociale</b>	<b>46,2%</b>	<b>51,3%</b>
<b>Autres</b>		
Charges d'intérêt et d'admin.	26,0%	15,6%
Enseignement et culture	11,2%	12,1%
Subsides aux entreprises	8,5%	11,8%
Défense et police	5,6%	5,0%
Autres	2,7%	4,2%

Source: Eurostat

